

Soutenir la société civile dans ses efforts de transparence et de lutte contre la corruption au Maroc.

Plus de 30 organisations de la société civile et des autorités publiques se réunissent les 14 et 15 juillet 2021, à Rabat pour échanger sur le rôle que la société civile peut jouer dans les politiques de transparence au Maroc dans le cadre du projet "Information et intégrité : Renforcer le rôle de la société civile dans la promotion de la transparence".

Lors des panels de discussions, les représentants des OSC commenceront par l'analyse politique participative [INSPIRED](#) (Programme d'appui intégré à la réforme inclusive et au dialogue démocratique) pour évaluer les politiques de transparence et de lutte contre la corruption au Maroc. Ils lanceront également la discussion sur les outils numériques facilitant le suivi et l'évaluation de ces politiques. Ils discuteront ensuite de la manière dont la société civile peut être mieux intégrée dans une mise en œuvre efficace de politiques de transparence et, tenteront d'identifier les possibilités de collaboration et de partenariat entre les différents acteurs concernés.

Cet événement sera aussi l'occasion de lancer officiellement ce projet porté par [European Partnership for Democracy](#) en collaboration avec [Impact for Development](#) et [Westminster Foundation for Democracy](#) et mis en œuvre avec le soutien financier de l'Union européenne.

Travailler ensemble pour la transparence

Après avoir adopté sa nouvelle [constitution](#) en 2011, le Maroc a lancé une série de réformes pour promouvoir une plus grande transparence et responsabilité dans les politiques publiques, tout en renforçant la participation des citoyens aux politiques et programmes publics. Avec l'adoption de la loi sur le droit d'accès à l'information, le Royaume a adhéré au partenariat du Gouvernement Ouvert en 2018 et il est aujourd'hui en cours du processus de co-création avec la société civile de deuxième plan d'action national. Dans ce cadre, la digitalisation joue un rôle central et essentiel dans la rationalisation des initiatives visant à promouvoir l'accès à l'information et la transparence. Et ces dernières années ont vu l'accélération de la transformation digitale au sein des institutions publiques. "Le dispositif digital offre une solution systémique de lutte contre la corruption et permet une participation citoyenne plus avancée." souligne M. Tarik Nesh Nash, Président d'Impact For Development. C'est dans ce contexte et en reconnaissance du rôle central joué par la société civile que s'inscrit cette nouvelle initiative « *Information et intégrité : renforcer le rôle de la société civile dans la promotion de la transparence* ».

Renforcer la société civile par le dialogue et les technologies civiques

En fournissant des outils numériques et en créant des espaces de dialogue, le projet ambitionne de soutenir les organisations de la société civile dans la défense, le suivi et l'évaluation des politiques de transparence et de lutte contre la corruption en coopération avec les autorités publiques et les institutions indépendantes. Plus important encore, l'action cherche à sensibiliser les citoyens et à leur faire connaître les avantages dont ils peuvent bénéficier grâce à une mise en œuvre plus efficace des politiques de transparence.

"La transparence est essentielle pour garantir des politiques de prestation de services équitables et pour permettre aux citoyens d'exercer leurs droits", souligne Majda Chafoui, responsable des

programmes d'EPD. "Cela ne peut être réalisé que si les acteurs politiques se réunissent et travaillent pour le bien commun. Cette initiative fournira l'espace et développera les outils nécessaires à un dialogue informé et inclusif."

À propos du projet

Les quatre principales composantes du projet sont les suivantes :

1. **Analyse et création de connaissances** : le projet suivra et évaluera - de manière participative - les politiques publiques en matière de transparence et de lutte contre la corruption, y compris l'efficacité des initiatives législatives. Pour ce faire, le projet appuiera les OSC pour analyser et contrôler la transparence des autorités publiques et l'accès du public à l'information.
2. **Solutions civic tech** : il s'agit de créer des outils et des plateformes numériques pour documenter publiquement les activités de suivi et d'évaluation des groupes de la société civile, fournissant ainsi des solutions civic tech pour la transparence de l'action publique et la participation collective des citoyens. En parallèle, des formations aux autorités et à la société civile sur l'accès aux informations locales seront dispensées.
3. **Dialogue et coopération** : il s'agit de créer des mécanismes permettant d'impliquer systématiquement les groupes sociaux qui ne participent généralement pas aux affaires publiques, comme les jeunes femmes ou les femmes des régions reculées.
4. **Communication et sensibilisation** : il s'agit de diffuser les actions et résultats réalisés dans le cadre du projet afin d'accroître le soutien du public pour une meilleure mise en œuvre des politiques de transparence.

Pour plus d'informations, visitez la [page web du projet](#) ou contactez majdachafoui@epd.eu.